



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Février 2024

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 19 mars 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

*Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.*

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

8 février 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le dixième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 7 février 2024 et le 28 février 2024.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - February 2024

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca), ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, local 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP12-4E-PDF

### **Identifiant international des publications en série (ISSN) :**

ISSN 2816-9360

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :**

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2024

Canada 

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date: 19 mars 2024

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

# Table des matières

<b>Sommaire .....</b>	<b>2</b>
Introduction .....	2
Méthodologie.....	3
Principales constatations .....	5
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	5
Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec).....	5
Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), région de la Mauricie, au Québec).....	7
Logement (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	9
Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	10
Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	10
Soins de santé (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure) .....	11
Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s]) .....	12
Perspectives en matière d'énergie (Albertains préoccupés par le réseau énergétique) .....	13
Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec).....	14
Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec).....	15
Immigration (ville de Québec) .....	16
Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan).....	17
Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver).....	19
Vol de véhicules (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure) .....	19
Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec).....	20

# Sommaire

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public un peu partout au pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux points de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP demeure au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de huit (8) groupes de discussion en ligne menés entre le 7 février 2024 et le 28 février 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. Tous les groupes ont également pris part à des discussions portant sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers temps.

Le présent cycle de recherche portait également sur l'étude de problématiques liées au changement climatique, aux perspectives énergétiques du Canada, à la fabrication de véhicules électriques (VE) ainsi qu'à la production d'énergie à base d'hydrogène. Plusieurs groupes ont entamé des discussions sur le logement, certains d'entre eux participant à des conversations particulièrement centrées sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable et sur les mesures prises par ce dernier pour augmenter l'offre de logements disponibles. En se concentrant sur l'économie, les participants du groupe basé dans le sud-ouest de l'Ontario ont fait part de leurs points de vue concernant le marché de l'emploi, tandis que d'autres ont pris part à des discussions portant sur le coût de la vie. Les parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s) ont fait part de leur point de vue sur l'état actuel des services de garde d'enfants, tandis que les résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé



constituaient une priorité majeure ont discuté de la qualité et de l'accessibilité du système de soins de santé dans leur région. Les membres de la diaspora ukrainienne résidant dans des centres de taille moyenne ou de grands centres de la Saskatchewan ont pris part à une discussion approfondie sur le conflit en cours en Ukraine.

Au nombre des autres sujets abordés au cours du présent cycle figuraient l'immigration, les questions relatives à l'enseignement postsecondaire, le vol de véhicules, le prochain budget fédéral 2024 ainsi que les défis communautaires.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes ont centré leurs discussions sur des cohortes précises de la population, notamment des Albertains préoccupés par le réseau énergétique, des résidents de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, des parents dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), des étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver ainsi que des membres de la diaspora ukrainienne.

### Approche détaillée

- Huit groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Trois groupes de discussion ont été tenus avec des membres de la population générale du sud-ouest de l'Ontario, de la ville de Québec ainsi que de la région de Mauricie, au Québec.
- Les cinq groupes restants ont été menés auprès de sous-groupes clés, à savoir :
  - Albertains préoccupés par la grille énergétique
  - Ontariens ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure;
  - Parents dont les enfants sont inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie.
  - Étudiants de niveau postsecondaire;
  - Membres de la diaspora ukrainienne.
- Les deux groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit d'entre eux.

- Dans tous les lieux, 59 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

### Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Sud-ouest de l'Ontario	1	ANGLAIS	Mercredi 7 février	18 h à 20 h	Population générale	8
Alberta	2	ANGLAIS	Jeudi 8 février	20 h à 22 h	Albertains préoccupés par le réseau énergétique	7
Centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario	3	ANGLAIS	Mardi 13 février	18 h à 20 h	Ontariens affirmant que les soins de santé constituent une priorité majeure	8
Ontario	4	ANGLAIS	Mardi 20 février	18 h à 20 h	Parents d'enfants inscrits à une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s)	8
Ville de Québec	5	FRANÇAIS	Mercredi 21 février	18 h à 20 h	Population générale	7
Île de Vancouver	6	ANGLAIS	Jeudi 22 février	21 h à 23 h	Étudiants de niveau postsecondaire	8
Centres de taille moyenne et grands centres de la Saskatchewan	7	ANGLAIS	Mardi 27 février	19 h à 21 h	Membres de la diaspora ukrainienne	7
Région de la Mauricie	8	FRANÇAIS	Mercredi 28 février	18 h à 20 h	Population générale	6
<b>Nombre total de participants</b>						<b>59</b>

# Principales constatations

## **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Au début de chaque rencontre, les participants se sont vu interroger sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un grand nombre d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, notamment l'annonce de détails relatifs au déploiement du Régime canadien de soins dentaires (RCSD), le Sommet national pour lutter contre le vol de véhicules organisé par le gouvernement du Canada, les discussions en cours concernant les coûts encourus lors du développement et de la mise en œuvre de l'application ArriveCan, et l'annonce par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) de la fixation d'un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pour une période de deux ans.

Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient l'aide humanitaire apportée aux populations civiles d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que la récente visite du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux à Kiev, en Ukraine, pour annoncer un engagement de 3 milliards de dollars d'aide financière et militaire à l'Ukraine en 2024. À la question complémentaire de savoir ce qu'ils pensaient de ce soutien additionnel à l'Ukraine, tous les membres du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne estimaient qu'il s'agissait d'une mesure importante à adopter, tandis que presque tous les habitants de la région de la Mauricie, au Québec, se sont dit préoccupés par les éventuelles répercussions financières négatives que cette mesure pourrait avoir sur les Canadiens et sur le coût de la vie.

## **Priorités et performance du gouvernement du Canada (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, membres de la diaspora de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan, région de la Mauricie, au Québec)**

Les participants de sept groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ces enjeux figuraient l'immigration, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que le niveau d'aide fourni à des pays, et notamment à l'Ukraine, et dans le cadre d'initiatives humanitaires dans d'autres parties du monde.



Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, notamment pour ce qui est des prestations et des soutiens accordés aux Canadiens, de la protection et de la promotion de la diversité et du multiculturalisme, et de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Les participants ont également recensé une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait mieux faire. Au nombre de ceux-ci figuraient le coût de la vie qui était perçu comme étant élevé à l'heure actuelle, la pénurie de logements abordables dans de nombreuses régions du pays, les enjeux en matière de soins de santé, la lutte contre le changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que le soutien aux Forces armées canadiennes (FAC).

Invités à définir les domaines les plus prioritaires sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer, bon nombre de participants ont réaffirmé qu'il fallait davantage se pencher sur les questions liées à l'inflation et au coût de la vie, aux soins de santé, à l'accès à des logements abordables et à l'atténuation des effets du changement climatique. D'autres domaines prioritaires importants ont été mentionnés, notamment la nécessité d'investir davantage dans l'éducation, la stabilisation du taux d'immigration, l'édification de nouvelles infrastructures (telles que les routes et les transports publics) et la réduction des dépenses publiques.

#### **Fabrication de véhicules électriques (région de la Mauricie, au Québec)**

Les participants de la région de la Mauricie, au Québec, ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la performance du gouvernement fédéral quant au soutien apporté au secteur de fabrication de véhicules électriques (VE). À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie à cet égard, presque tous les participants étaient d'avis qu'il était sur la mauvaise voie, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux se sont dit incertains à ce sujet. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'en dépit des investissements effectués par le gouvernement fédéral pour construire davantage de VE au Canada, le prix de ces véhicules était toujours prohibitif pour une large proportion de Canadiens et qu'il restait encore beaucoup à faire pour rendre les VE plus abordables dans l'intérêt des ménages à faible et moyen revenu. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait davantage investir dans la construction d'infrastructures destinées aux VE, notamment de bornes de recharge, et renforcer le réseau électrique pour le préparer à faire face à la demande accrue qu'une utilisation plus généralisée de VE risquait d'occasionner.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de soutenir le secteur des énergies propres, la plupart des participants se sont dit incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les activités du gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation convenable. Parmi les quelques participants ayant déclaré que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, certains estimaient que les investissements consacrés aux énergies propres, notamment à l'hydroélectricité, s'étaient avérés efficaces dans leur région et avaient également eu des effets bénéfiques sur l'environnement.

## **Économie (sud-ouest de l'Ontario, parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), région de la Mauricie, au Québec)**

Trois groupes ont entamé des discussions sur l'économie canadienne, en se focalisant sur des questions comme le marché de l'emploi, le coût de la vie et sur les points de vue des participants concernant la gestion du gouvernement du Canada en matière d'économie.

Au début de leurs discussions, les participants du sud-ouest de l'Ontario et de la région de la Mauricie au Québec ont été invités à décrire l'état actuel de l'économie et à exprimer leur opinion quant à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne sa gestion de l'économie au cours des dernières années. Un nombre à peu près égal de participants estimait que le gouvernement du Canada faisait fausse route à cet égard, comparativement à ceux dont l'opinion était plus incertaine. Aucun participant n'était d'avis qu'il était sur la bonne voie.

En discutant de mesures supplémentaires que devrait, à leur avis, prendre le gouvernement du Canada relativement à l'économie, les participants ont suggéré des mesures comme l'octroi d'un soutien financier accru aux ménages à faible revenu, l'adoption de mesures supplémentaires pour accélérer la construction de nouveaux logements (y compris pour des groupes vulnérables comme celui des personnes âgées), ainsi qu'une focalisation accrue sur la modernisation des technologies employées dans les usines canadiennes.

### **Emploi (sud-ouest de l'Ontario)**

Les participants du sud-ouest de l'Ontario ont été invités à répondre à une série de questions relatives au marché de l'emploi au sein de leurs collectivités respectives et à leurs attentes quant à l'évolution du marché de l'emploi au Canada au cours des cinq à dix prochaines années. Invités à énumérer les secteurs d'activité les plus importants dans leur région, les participants ont mentionné l'industrie des produits de l'automobile, ainsi que les secteurs de l'agriculture et des transports. En discutant des potentiels enjeux économiques dans leur région, certains participants ont exprimé des inquiétudes quant à la viabilité future de la production agricole locale. On estimait que de nombreuses petites exploitations agricoles se trouvaient actuellement confrontées à des difficultés financières ainsi qu'à des défis liés aux effets du changement climatique et à l'impact négatif de ce dernier sur le rendement des cultures.

À la question de savoir quels secteurs d'activité seraient à l'avenir privilégiés au sein de l'économie canadienne, la plupart des répondants estimaient que l'agriculture et l'industrie des produits de l'automobile continueraient d'occuper une place prépondérante au sein de l'économie. On était également d'avis qu'une croissance significative serait probablement observée dans le secteur de la construction, certains participants ayant le sentiment que la construction d'un plus grand nombre de logements résidentiels constituait une priorité urgente pour des municipalités comme celle de London.

En se focalisant tout particulièrement sur l'emploi, les participants estimant que le marché de l'emploi s'orientait actuellement dans la bonne direction étaient aussi nombreux que ceux dont les avis étaient plus partagés. Plusieurs d'entre eux se sont dit d'avis que, bien qu'il y ait actuellement un grand

nombre d'emplois offerts dans leur région, la plupart des candidats ne possédaient pas les compétences ou l'expérience requises pour ces postes. En discutant des compétences qui, selon eux, seront recherchées au cours de la prochaine décennie, les participants ont cité des domaines comme ceux des soins de santé, des technologies de l'information, du développement de logiciels et de l'intelligence artificielle (IA).

### **Coût de la vie pour les parents (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])**

Les participants du groupe composé de parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits en garderie ou qui sont à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s) ont pris part à une discussion portant sur le coût de la vie et l'impact actuel de ce dernier sur les familles comprenant des enfants en bas âge. À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement fédéral en matière d'économie, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait actuellement fausse route. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que de nombreux ménages étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés au coût élevé de la vie, à la pénurie de logements abordables et à l'accroissement de leur endettement, et un certain nombre d'entre eux estimaient que les dépenses fédérales, qu'ils percevaient comme étant élevées, avaient eu pour effet d'exacerber ces difficultés.

Lorsqu'on leur a demandé quels problèmes économiques les préoccupaient le plus en tant que parents, bon nombre d'entre eux ont mentionné des difficultés liées à l'inflation et au coût élevé des produits de première nécessité comme les produits d'épicerie, les vêtements et l'essence, ainsi qu'aux frais de scolarité de plus en plus élevés (p. ex., le coût des soutiens éducatifs et notamment des tuteurs ainsi que des difficultés liées à la constitution d'une épargne en prévision des études postsecondaires de leurs enfants).

En donnant des exemples de domaines de leur vie étant devenus moins abordables au cours des dernières années, beaucoup ont réitéré le coût élevé des produits d'épicerie ainsi que les difficultés croissantes auxquelles ils sont confrontés pour procurer une alimentation saine et nutritive à leur famille. Parmi les autres domaines mentionnés figuraient le coût des soins de la vue et des lunettes pour leurs enfants, le coût du lait maternisé pour nourrissons perçu comme étant élevé ainsi que les difficultés financières liées à l'accès à des activités récréatives et parascolaires abordables. Plusieurs participants ont indiqué avoir pris plusieurs mesures, dont la recherche active de soldes, l'achat de produits d'épicerie et de vêtements de marque moins bien connue, la limitation des repas au restaurant et des voyages, pour faire face au coût élevé de la vie à l'heure actuelle.

Tous connaissaient l'existence de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et la plupart d'entre eux avaient entendu parler de la création de la Prestation dentaire canadienne (PDC). Bon nombre de participants estimaient que ces prestations étaient très utiles aux familles canadiennes, y compris la leur. La plupart d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'à elles seules, ces initiatives ne suffiraient pas à elles à remédier aux problèmes liés à l'abordabilité et au coût élevé de la vie, estimant que le gouvernement du Canada devait à l'avenir prendre des mesures plus urgentes pour venir en aide aux familles.

**Logement (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)**

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Les discussions des participants des deux groupes basés en Ontario se sont centrées sur les mesures que prenait le gouvernement pour rendre le logement plus abordable, tandis que les participants résidant dans l'île de Vancouver ont discuté de la situation du logement au sein de leur propre collectivité ainsi que d'une récente initiative fédérale-provinciale visant à construire un plus grand nombre de logements en Colombie-Britannique (C.-B.).

**Mesures pour rendre le logement plus abordable (sud-ouest de l'Ontario, Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)**

Deux groupes ont entamé des discussions portant sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu dire quoi que ce soit en rapport avec le logement, les participants se sont souvenus d'un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient l'élimination de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs, l'octroi d'un financement accru dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements afin d'aider les municipalités à construire de nouveaux logements, la mise en place de programmes comme le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) et de mesures comme l'interdiction temporaire d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens. À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient l'expression « stimuler la construction de logements », la plupart des personnes interrogées ont répondu qu'il s'agissait de favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements abordables au sein des communautés canadiennes. Plusieurs associaient cette expression à des mesures visant à réduire ou à supprimer les règlements de zonage municipaux stipulant où des logements peuvent être construits et les types de logements que les communautés sont autorisées à construire. En discutant de mesures précises qui pourraient être prises à cet égard, les participants estimaient que les municipalités devaient envisager d'ajuster leurs exigences en matière de zonage pour permettre une plus grande densification, rationaliser le processus de délivrance des permis de construction et s'efforcer de convertir les espaces de bureaux et de vente au détail inutilisés en logements résidentiels.

En discutant de l'efficacité des mesures qu'avait jusqu'à présent prises le gouvernement du Canada pour stimuler la construction de logements, plusieurs participants avaient le sentiment que peu de progrès avaient été accomplis à cet égard et que l'offre de logements au sein de leur collectivité n'avait pour ainsi dire pas changé. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'efficacité de ces mesures dépendrait de la coopération des gouvernements provinciaux et municipaux et qu'il faudrait à l'avenir un effort concerté de la part de tous les niveaux de gouvernement pour rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens.

### **Offre de logements (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)**

Les participants du groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver ont engagé une brève conversation sur la situation du logement au sein de leur communauté et sur les mesures pouvant être prises pour accroître l'offre de logements. Tous ont décrit la situation actuelle du logement au sein de leur collectivité comme étant très difficile, un certain nombre d'entre eux estimant que les logements étaient devenus excessivement chers au cours des dernières années et que peu d'options sûres et abordables étaient offertes. On était d'avis que pour les étudiants, perçus comme ayant généralement moins de revenus à consacrer au logement que d'autres cohortes de la société, il était particulièrement difficile de se loger.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler d'une collaboration entre le gouvernement du Canada et celui de la Colombie-Britannique pour construire davantage de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral s'était engagé à collaborer avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour fournir un soutien financier à la construction de plusieurs centaines de logements locatifs abordables, quelques participants estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais la plupart d'entre eux ne croyaient pas que cette mesure puisse avoir un impact significatif sur la situation du logement. De l'avis général, tant que les problèmes liés à l'accès à des logements abordables ne seraient pas résolus, se loger demeurera hors de portée pour de nombreux Canadiens à faible ou moyen revenu.

En discutant des mesures supplémentaires qu'ils souhaiteraient que prennent le gouvernement fédéral en matière de logement, les participants ont suggéré plusieurs initiatives, dont l'introduction de règlements plus stricts quant au montant du loyer ou de l'augmentation du loyer que peuvent exiger les propriétaires, l'imposition de pénalités financières accrues aux propriétaires laissant leurs logements vacants ainsi que l'octroi d'un soutien financier plus important aux Canadiens peinant à faire face au coût du logement au sein de leur collectivité.

### **Budget 2024 (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)**

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une discussion portant sur le budget annuel du gouvernement fédéral qui devait être présenté le 16 avril 2024. À la question de savoir comment ils qualifiaient la performance globale de l'économie canadienne, tous les participants avaient le sentiment qu'elle était confrontée à des difficultés considérables et un grand nombre d'entre eux ont fait part de préoccupations liées à des enjeux comme l'inflation, le coût de la vie qu'ils percevaient comme étant élevé et de ce qu'ils considéraient comme étant une offre insuffisante d'emplois bien rémunérés à l'intention des Canadiens. Bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage s'attacher à réduire le coût de la vie, à augmenter les salaires et à créer un plus grand nombre d'emplois à temps plein dans des secteurs émergents comme la production d'énergies renouvelables.

Les participants se sont livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste de domaines potentiellement prioritaires sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer dans son prochain budget et ont été invités à choisir ceux qui, selon eux, contribueraient le plus à améliorer

la vie des Canadiens. La priorité consistant à rendre le logement et le coût de la vie plus abordables a reçu le soutien le plus important de la part des participants. On estimait qu'il s'agissait de l'un des défis les plus importants auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et qu'en s'attaquant à ce problème, on aiderait probablement un maximum de personnes. De nombreux participants ont également choisi l'objectif d'une croissance économique à long terme au moyen d'investissements dans le domaine des technologies et des énergies propres, ainsi que l'initiative visant à améliorer le système de soins de santé. Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à offrir davantage de possibilités de carrières bien rémunérées, à soutenir la classe moyenne, à ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne, à maintenir une politique responsable en matière de dépenses publiques et à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés.

### **Soins de santé (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)**

Les participants du groupe composé de personnes résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont entamé une discussion sur le système de soins de santé ainsi que sur un plan récemment annoncé par le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer la prestation des soins de santé dans la province. Invités à décrire l'état actuel du système de santé au Canada, si bon nombre de participants avaient le sentiment que les soins de santé étaient restés relativement abordables et accessibles pour la plupart des Canadiens, un certain nombre d'entre eux ont fait part de préoccupations relatives aux problèmes affectant actuellement le système de soins de santé dans leur région. Au nombre de ces problèmes figuraient la fermeture de salles d'urgence dans certaines collectivités, les longs délais d'attente avant de pouvoir bénéficier de soins d'urgence et de soins primaires, le manque de lits dans les hôpitaux, la perception d'une pénurie généralisée de médecins et d'infirmières ainsi que des difficultés à obtenir des rendez-vous avec des spécialistes ou pour des interventions.

Décrivant leurs propres expériences pour accéder à des services de soins de santé, nombre de participants ont déclaré avoir été personnellement confrontés à de longs temps d'attente et à un engorgement des salles d'urgence et des cliniques sans rendez-vous. Interrogés sur la qualité des soins de santé dans leur région par rapport à d'autres régions et provinces, la plupart d'entre eux estimaient qu'elle était nettement supérieure à celle de nombreuses régions du pays. Tous estimaient cependant que des changements majeurs seraient nécessaires pour maintenir le niveau actuel des soins et pour remédier aux problèmes qu'ils avaient précédemment définis.

À la question de savoir quel était, selon eux, le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, tous avaient le sentiment qu'il consistait principalement à fournir du financement aux provinces et aux territoires pour les aider à fournir des soins de santé dans leurs domaines de compétence. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour établir des normes nationales que les provinces et territoires devraient respecter pour s'assurer que tous les Canadiens bénéficient de soins de santé suffisants. Seuls quelques participants ont indiqué avoir récemment vu, lu ou entendu parler de mesures que le gouvernement fédéral avait prises dans le domaine des soins de santé. Parmi celles-ci, on croyait savoir que des accords avaient été

conclus entre le gouvernement du Canada et les provinces et territoires pour augmenter le financement des soins de santé, à condition d'allouer ces fonds supplémentaires à certains domaines prioritaires.

Après s'être vu fournir de l'information relative à un accord récemment conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario visant à améliorer les soins de santé dans cette province en allouant des fonds fédéraux pour améliorer l'accès à des médecins de famille, réduire les temps d'attente et embaucher davantage de travailleurs de la santé, la plupart des participants ont favorablement accueilli cette initiative. En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel il leur a été présenté un certain nombre de domaines prioritaires en matière de soins de santé et demandé lequel d'entre eux contribuerait le plus, à leur avis, à améliorer les soins de santé dans leur région, les participants se sont pour la plupart déclarés en faveur de l'initiative visant à améliorer l'accès à des soins de santé primaires. Bon nombre d'entre eux ont également choisi l'augmentation de la main-d'œuvre dans le secteur de la santé et la réduction des temps d'attente et des retards comme priorités importantes, tandis que seul un petit nombre d'entre eux ont choisi les initiatives visant à accroître le soutien en santé mentale, à faciliter la pratique de professionnels de la santé en Ontario et à améliorer la gestion de l'information en matière de santé.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que ce plan ait un impact majeur, mineur ou aucun impact pour ce qui est d'améliorer la qualité des soins de santé en Ontario, la quasi-totalité des répondants était d'avis qu'il n'aurait qu'un impact mineur. Si tous les participants se sont déclarés favorables à ce plan du gouvernement canadien, la plupart d'entre eux estimaient que son succès dépendrait essentiellement de sa mise en œuvre et de l'efficacité avec laquelle les gouvernements provinciaux et territoriaux alloueraient ces ressources supplémentaires à l'avenir.

### **Garde d'enfants (parents de l'Ontario dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur[s] enfant[s])**

Un groupe, composé de participants ontariens dont les enfants sont inscrits dans une garderie ou à la recherche d'une garderie pour leur(s) enfant(s), a entamé une discussion portant sur les mesures que le gouvernement du Canada avait récemment adoptées pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants. À la question de savoir combien ils payaient actuellement en frais de garde (ou combien ils pensaient que cela coûterait), les réponses des participants variaient de 350 \$ à plus de 1 100 \$ par mois. Tous ceux qui avaient des enfants inscrits en garderie ont indiqué que cela représentait une part importante du budget mensuel de leur ménage, un certain nombre d'entre eux estimant que ces services leur coûtaient plus cher chaque mois que d'autres dépenses importantes, dont les dépenses d'épicerie ou les mensualités versées pour leur prêt-auto.

Tous les participants estimaient que l'abordabilité et la disponibilité des services de garde d'enfants constituaient à l'heure actuelle les défis les plus importants en matière de garde d'enfants. Un grand nombre de ceux qui avaient obtenu une place en garderie pour leurs enfants (ainsi que ceux qui en cherchaient encore une) ont décrit le processus comme étant très ardu, un certain nombre d'entre eux déclarant avoir été maintenus sur des listes d'attente pendant plus d'un an dans certaines garderies.



Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que la qualité des services de garde d'enfants dans leur région n'était pas à la hauteur de leurs espérances. Plusieurs d'entre eux estimaient que les normes de qualité et de sécurité de nombreuses installations de garde d'enfants s'étaient dégradées au cours des dernières années et que le gouvernement provincial n'avait pas exercé une supervision adéquate à cet égard. D'autres participants se sont dit préoccupés par les heures d'ouverture des programmes de garderies locales, estimant que bon nombre des garderies qui avaient d'abord réduit leurs heures d'ouverture pendant la pandémie de COVID-19 avaient depuis lors rendu ces changements permanents, ce qui compliquait de plus en plus la tâche des parents devant concilier leurs engagements professionnels et leurs responsabilités parentales.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait conclu des accords avec toutes les provinces et tous les territoires afin de réduire le coût des services de garde d'enfants à un taux moyen de 10 \$ par jour et de créer 250 000 places en garderie dans tout le pays d'ici 2025-2026. Bon nombre d'entre eux doutaient toutefois de la capacité du gouvernement du Canada à pleinement mettre en œuvre cette initiative d'ici à 2026, estimant que ce délai était trop court pour ce type de programme, qu'ils considéraient comme étant complexe et ambitieux. En abordant plus particulièrement les aspects positifs de ce programme, certains participants estimaient que ces mesures permettraient aux parents (et aux mères en particulier) de réintégrer le marché du travail et de générer des revenus supplémentaires pour leur famille.

Tous étaient d'avis que les investissements visant à réduire le coût des services de garde d'enfants constituaient une mesure importante que devait prendre le gouvernement du Canada dans le cadre de ses efforts visant à rendre le coût de la vie plus abordable. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'en raison du coût élevé des services de garde d'enfants, il était devenu difficile d'économiser de l'argent ou d'en consacrer à d'autres aspects de leur vie. De l'avis général, cette approche aurait un impact positif sur l'économie et conduirait à la création d'emplois dans le secteur de l'éducation de la petite enfance (EPE).

### **Perspectives en matière d'énergie (Albertains préoccupés par le réseau énergétique)**

Les participants résidant en Alberta ont entamé une discussion portant sur la production d'énergie, le secteur pétrolier et gazier ainsi que sur les préoccupations relatives au réseau électrique de leur province. Dans un premier temps, on a demandé aux participants dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier était important à leurs yeux pour l'économie albertaine. Tous estimaient que le pétrole et le gaz étaient des éléments importants de l'économie de leur province, et nombre d'entre eux ont décrit ce secteur comme constituant le principal moteur économique de l'Alberta depuis de nombreuses décennies. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que le pétrole et le gaz continueront à jouer un rôle important sur le plan économique dans les années à venir, plusieurs étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour que l'économie et le réseau énergétique albertains intègrent davantage de sources d'énergies renouvelables à leurs futures activités.

Décrivant ce qui leur venait à l'esprit en entendant l'expression « emplois durables », un certain nombre d'entre eux pensaient qu'il s'agissait d'emplois ne dépendant pas de la consommation de ressources non renouvelables. En ce qui a trait au secteur de l'énergie propre, la plupart des répondants estimaient





que les emplois liés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation d'infrastructures d'énergies propres seraient probablement les plus susceptibles d'être durables. Lorsqu'on leur a demandé si la création d'emplois durables dans le secteur des énergies propres serait bénéfique pour l'économie albertaine, les participants ont exprimé des opinions diverses. Si certains d'entre eux étaient d'avis que cela aurait un impact positif sur l'économie provinciale et contribuerait à augmenter la résilience du réseau électrique, un nombre à peu près égal de participants ont dit douter que suffisamment d'emplois soient créés dans le secteur des énergies propres pour répondre aux besoins du grand nombre d'Albertains travaillant actuellement dans le secteur pétrolier et gazier.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connu des conditions de froid extrême au cours des derniers mois au sein de leurs collectivités, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En discutant des effets potentiels de ces conditions météorologiques sur leurs collectivités, tous se sont dit préoccupés par le réseau énergétique provincial et se demandaient s'il serait en mesure de résister à des froids extrêmes dans les années à venir. Bon nombre d'entre eux estimaient que des efforts considérables devaient être déployés pour développer les infrastructures énergétiques de la province afin d'accroître sa capacité à répondre aux besoins énergétiques de sa population grandissante. Plusieurs d'entre eux ont également réaffirmé qu'il fallait privilégier la diversification des sources utilisées pour produire de l'électricité en Alberta en adoptant une stratégie faisant appel à la fois à des ressources renouvelables et non renouvelables.

Si tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait investir dans des énergies et des technologies propres, plusieurs d'entre eux ont réaffirmé l'importance de soutenir le secteur pétrolier et gazier et étaient d'avis que les sources d'énergies non renouvelables continueraient à jouer un rôle crucial pour ce qui est de répondre aux besoins énergétiques de la population albertaine. En discutant des avantages potentiels que présenterait, selon eux, le fait que le gouvernement du Canada encourage des investissements dans les technologies et l'électricité propres, les participants étaient d'avis que cette approche contribuerait à diversifier l'économie provinciale, à accroître le nombre de sources d'énergie dont disposent les Albertains et à inscrire la province dans ce qu'ils percevaient comme étant un courant en faveur des énergies renouvelables et de la durabilité. À la question de savoir si une plus grande attention portée aux énergies propres et aux technologies propres augmenterait ou diminuerait les risques de pannes d'électricité, la plupart des participants étaient d'avis que les investissements dans ce domaine renforceraient la capacité du réseau électrique et limiteraient les risques de pannes à grande échelle.

### **Changement climatique (sud-ouest de l'Ontario, Albertains préoccupés par le réseau énergétique, ville de Québec, étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver, région de la Mauricie au Québec)**

Les participants de cinq groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et sur les mesures que prend actuellement le gouvernement du Canada pour en atténuer les effets. Dans un premier temps, on a demandé aux participants des groupes basés en Alberta, dans la ville de Québec et dans l'île de Vancouver dans quelle mesure, le cas échéant, le changement climatique les préoccupait. La plupart d'entre eux se sont dit très inquiets, estimant que le changement climatique

constituait une menace importante pour les générations actuelles et futures et que ses effets se faisaient sentir de plus en plus fréquemment au fil des ans.

Lors de discussions portant sur les effets potentiels du changement climatique, bon nombre des participants de ces trois groupes étaient d'avis que les régimes météorologiques changeants avaient contribué à ce qu'ils percevaient comme une augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles telles que les feux de forêt, les tempêtes de vent et les inondations de grande ampleur. Un certain nombre d'entre eux craignent que des conditions météorologiques plus imprévisibles et des températures extrêmes ne finissent par déstabiliser la production alimentaire au Canada, ce qui entraînerait des pénuries de nourriture dans les décennies à venir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient préoccupés par les effets du changement climatique dans leur propre collectivité, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux se sont dit particulièrement préoccupés par une hausse des températures pouvant entraîner une recrudescence des incendies de forêt, ainsi que par d'éventuelles restrictions en eau potable au sein de leur collectivité en raison de précipitations et de chutes de neige qu'ils jugeaient inférieures à la moyenne au cours de ces dernières années. Certains participants se sont également dit préoccupés par l'éventuel impact du changement climatique sur le coût de la vie, estimant qu'il pourrait entraîner une hausse du coût des denrées alimentaires et de l'énergie, et contraindre les propriétaires à dépenser davantage pour rénover leurs demeures afin de les rendre plus durables et plus résistantes au changement climatique à l'avenir.

Il a été demandé aux participants des groupes basés dans le sud-ouest de l'Ontario, dans l'île de Vancouver et dans la région de la Mauricie, au Québec, si, dans ces efforts pour lutter contre le changement climatique, le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne ou la mauvaise voie. Un plus grand nombre d'entre eux estimaient qu'il faisait fausse route, par rapport à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi le petit nombre de participants considérant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, on avait le sentiment que certaines mesures avaient été prises pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, tout en soulignant qu'il s'agissait d'un processus à long terme ne pouvant être mené à bien rapidement. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, bon nombre de participants considéraient que les mesures prises par le gouvernement fédéral ne répondaient pas à l'urgence du problème et qu'il fallait en faire bien plus pour se préparer aux effets du changement climatique et les atténuer.

En discutant de mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique, les participants ont suggéré d'investir davantage dans la protection des écosystèmes naturels et de la faune, de rendre les VE plus abordables et d'instituer des initiatives de recyclage plus complètes qui seraient gérées par le gouvernement fédéral.

### **Énergie à base d'hydrogène (région de la Mauricie, au Québec)**

Les participants résidant dans la région de la Mauricie, au Québec, ont entamé une brève discussion au sujet de l'énergie à base d'hydrogène. Très peu d'entre eux ont déclaré avoir déjà entendu parler de ce

type d'énergie. Après s'être vu fournir de l'information sur la potentielle source d'énergie que constitue l'hydrogène, la plupart des participants étaient d'avis que les investissements dans ce secteur pourraient contribuer de manière significative à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un certain nombre de participants se sont toutefois dit préoccupés par les éventuelles conséquences de cette approche, et certains d'entre eux étaient particulièrement préoccupés des risques liés à l'utilisation de l'hydrogène, car ils avaient l'impression qu'il s'agissait d'un élément hautement inflammable.

À la question de savoir combien d'emplois, le cas échéant, pourraient être créés dans le secteur de l'hydrogène propre, les participants ont fourni des estimations allant de 5 000 à 100 000 nouveaux postes. En discutant des types d'emplois qui pourraient être créés, on s'attendait à des postes liés à la construction et à l'entretien des infrastructures liées à l'hydrogène propre, à la gestion et à la sécurité des installations de production d'énergie à base d'hydrogène, et à la poursuite des travaux de recherche liés à ce type d'énergie et à ses possibles applications.

Discutant du degré de priorité que devrait, selon eux, accorder le gouvernement du Canada aux investissements dans l'énergie à base d'hydrogène par rapport à d'autres sources d'énergies renouvelables (énergie solaire, énergie éolienne et hydroélectrique), les participants ont exprimé des opinions très partagées. Si certains d'entre eux estimaient que ce type d'énergie devait se voir accorder la même priorité que d'autres sources d'énergies renouvelables, d'autres se disaient préoccupés par les dépenses potentielles liées à cette approche et se demandaient si l'énergie à base d'hydrogène pouvait être produite de manière rentable.

### **Immigration (ville de Québec)**

Les participants de la ville de Québec ont pris part à une discussion portant sur l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada à cet égard, plusieurs se souvenaient avoir entendu dire qu'il avait pris des mesures pour fixer un plafond temporaire sur le nombre de permis d'études d'étudiants étrangers qu'il délivrerait en 2024. Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa gestion du système d'immigration, le nombre de participants estimant qu'il était sur la bonne voie était à peu près égal à celui des participants qui étaient d'un autre avis.

Décrivant les potentiels avantages de l'immigration au Canada, plusieurs participants étaient d'avis que l'arrivée continue de nouveaux immigrants contribuerait à soutenir le marché de l'emploi et entraînerait une augmentation de la productivité économique dans l'ensemble du pays. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que le maintien d'un fort taux d'immigration serait essentiel pour assurer un nombre suffisant de travailleurs et faire face au vieillissement de la population dans les années à venir.

En discutant des défis potentiels associés à l'accueil d'immigrants, un grand nombre de participants ont dit douter de la capacité des nouveaux arrivants à s'intégrer à la culture francophone du Canada. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les répercussions éventuelles que pourrait avoir un fort taux d'immigration dans leur province sur la culture et l'identité québécoises. En décrivant les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour répondre à



ces préoccupations, plusieurs participants ont suggéré d'allouer davantage de fonds à l'intégration des nouveaux immigrants au Canada, notamment en leur donnant accès à des possibilités d'emploi et à des ressources en matière de formation linguistique.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait chercher à augmenter, à diminuer ou à maintenir le taux d'immigration actuel, tous les participants étaient d'avis qu'il devait être maintenu. Le maintien du niveau actuel d'immigration était largement considéré comme le meilleur moyen de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et au vieillissement de la population, sans pour autant exacerber les préoccupations liées à une demande croissante en matière de logement, de soins de santé et concernant d'autres infrastructures et services importants.

### **Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de centres de taille moyenne et de grands centres de la Saskatchewan)**

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne résidant en Saskatchewan ont tenu une discussion portant sur le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie à la suite à l'invasion de son territoire par les Russes en février 2022. Tous ont indiqué avoir suivi ce conflit de près depuis son déclenchement il y a deux ans, et nombre d'entre eux ont déclaré chercher quotidiennement à obtenir des nouvelles d'actualité relatives à la guerre.

À la question de savoir quels aspects de la guerre les préoccupaient le plus, bon nombre d'entre eux ont parlé du coût en vies humaines qu'entraînait ce conflit, et notamment du grand nombre de militaires et de civils ukrainiens ayant été blessés ou ayant perdu la vie au cours des deux dernières années. Plusieurs participants se sont dit préoccupés par la perte définitive potentielle du territoire ukrainien envahi par les forces russes et se demandaient s'il serait faisable ou possible pour l'Ukraine de reconquérir ce territoire. Quelques-uns d'entre eux ont également fait part de préoccupations concernant l'état de l'armée ukrainienne, certains d'entre eux étant conscients qu'elle était actuellement confrontée à des pénuries de personnel, d'équipement, d'armes et de munitions.

En discutant de l'influence qu'avait pu avoir le conflit sur leur vision du monde et de la place qu'y occupe le Canada, plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir le sentiment que le monde était désormais beaucoup moins sûr qu'ils ne l'avaient cru avant l'invasion russe. Interrogés sur l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur le monde, un certain nombre d'entre eux estimaient que ce conflit avait incité de nombreux pays à investir plus massivement dans leur armée et à augmenter leur budget de défense. On était d'avis que ce conflit avait eu pour effet d'éroder le paisible ordre mondial qui prévalait selon eux avant le conflit, et certains craignaient qu'à l'avenir, cela incite d'autres pays à poursuivre de semblables objectifs militaristes.

Tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada continue à soutenir l'Ukraine. De l'avis général, cette aide était essentielle, non seulement pour protéger l'Ukraine, mais aussi pour préserver la souveraineté d'autres pays et empêcher la Russie de se livrer à de semblables incursions à l'avenir. À la question de savoir si, le gouvernement fédéral était à leur avis sur la bonne voie en ce qui concerne l'aide apportée à l'Ukraine, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que le Canada avait été un fervent défenseur

de l'Ukraine dès le début de ce conflit et qu'il s'inscrivait au nombre des pays s'étant le plus vigoureusement opposés à l'invasion russe. En discutant des aides les plus importantes à apporter à l'Ukraine, bon nombre de participants ont de nouveau souligné qu'un soutien financier et militaire permanent était nécessaire pour permettre à l'Ukraine de disposer des ressources dont elle a besoin pour repousser l'invasion russe.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'une quelconque aide humanitaire que le gouvernement du Canada aurait apportée à l'Ukraine, les participants se souvenaient d'avoir entendu parler de certaines mesures, dont la livraison de denrées alimentaires, d'approvisionnements médicaux, de vêtements et d'autres produits de première nécessité. Un certain nombre d'entre eux avaient également le sentiment que certains Canadiens s'étaient rendus en Ukraine ou dans les régions avoisinantes pour aider les personnes qui avaient été déplacées par le conflit. Tous les participants avaient conscience que le gouvernement du Canada s'était engagé à accueillir et à loger des Ukrainiens déplacés par le conflit. Plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir personnellement travaillé pour des organismes qui aidaient ces personnes à s'acclimater à la vie au Canada.

Tous connaissaient des gens qui étaient arrivés dans leur collectivité en vertu de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). La plupart d'entre eux ont déclaré appuyer cette initiative, estimant qu'il s'agissait d'un moyen important d'aider les personnes dont les demeures avaient été détruites et pour lesquelles un éventuel retour en Ukraine pourrait s'avérer difficile. En discutant d'autres mesures de soutien qu'ils jugeaient importantes pour venir en aide aux nouveaux arrivants ukrainiens, les participants ont mentionné plusieurs mesures, dont une formation linguistique en anglais ou en français, la fourniture de logements sûrs et abordables et de possibilités d'emploi ainsi que de places en garderie pour ceux qui ont des enfants en bas âge.

Tous les participants ont positivement réagi à l'annonce de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine (ALECU), plusieurs d'entre eux estimant que cet accord contribuerait à aider l'Ukraine à se redresser sur le plan économique après la guerre. On estimait que cette mesure profiterait également aux membres de la diaspora ukrainienne vivant au Canada, en leur permettant d'importer plus facilement et à un prix plus abordable des produits et des articles culturels ukrainiens. Au sujet des types de soutiens dont l'Ukraine aurait, à leur avis, besoin une fois le conflit résolu, les participants ont mentionné diverses initiatives, dont la reconstruction des infrastructures endommagées ou détruites, une aide aux entreprises ukrainiennes et la fourniture de soins de santé et de soins de santé mentale aux soldats ukrainiens.

À la question de savoir s'ils avaient déjà eu connaissance d'informations relatives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qu'ils avaient jugées fausses ou trompeuses, tous les participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que cette mésinformation avait, plus particulièrement au cours des premiers mois du conflit, présenté les militaires russes comme des libérateurs et véhiculé le message fallacieux selon lequel cette invasion avait été très bien accueillie par le peuple ukrainien. Si, en raison de leurs liens étroits avec l'Ukraine, aucun d'entre eux ne s'attendait à ce que ce type d'informations erronées ait pour effet de modifier leur propre point de vue à l'égard de la guerre, plusieurs participants se sont dit préoccupés par la mésinformation et la désinformation véhiculées par la Russie,



qui avaient eu pour effet d'influencer négativement la position de certains Canadiens s'opposant à tout soutien supplémentaire à l'Ukraine.

### **Enjeux relatifs aux études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'île de Vancouver)**

Les participants d'un groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire résidant dans l'île de Vancouver ont entamé une discussion sur les problématiques auxquelles sont actuellement confrontés les étudiants au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement fédéral avait fait des efforts pour venir en aide aux étudiants, tous les participants étaient d'avis qu'il avait fait preuve d'inefficacité à cet égard. À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit pour rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable, si quelques participants ont dit croire qu'il avait supprimé les intérêts sur les prêts étudiants fédéraux et qu'il avait apporté un soutien financier aux étudiants pendant la pandémie de COVID-19, on ne se souvenait cependant d'aucune autre mesure.

Après s'être vu informer que le gouvernement fédéral avait définitivement supprimé les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis, qu'il avait augmenté les bourses canadiennes pour étudiants de 40 % et qu'il avait apporté des améliorations au programme d'aide au remboursement des prêts étudiants, les participants ont formulé des commentaires divers et variés. Si la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures représentaient un pas dans la bonne direction, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles fussent à rendre les études postsecondaires plus abordables.

À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral pourrait encore faire pour venir en aide aux étudiants, certains participants ont suggéré de consacrer davantage de fonds à l'extension des services de transport public au sein des collectivités à forte population étudiante et d'offrir des tarifs subventionnés aux étudiants actuellement inscrits à un programme d'études postsecondaires. Quelques-uns d'entre eux ont suggéré que le gouvernement fédéral envisage la possibilité de prendre des mesures pour annuler la dette sur les prêts étudiants fédéraux actuels ainsi que de réduire les frais de scolarité postsecondaires partout au Canada.

### **Vol de véhicules (Ontariens de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ayant indiqué que les soins de santé constituaient une priorité majeure)**

Les participants d'un groupe ont brièvement discuté du phénomène de vol de véhicules et des mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'attaquer à ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de véhicules, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, les participants ont dit croire que le gouvernement fédéral avait récemment organisé un sommet pour débattre de la meilleure façon de remédier à ce problème.

Après s'être vu présenter de l'information sur une série de mesures et d'initiatives prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants ont réagi



positivement, plusieurs d'entre eux disant croire que ce type d'approche multidimensionnelle serait essentiel pour s'attaquer à ce problème et réduire le nombre de vols de véhicules commis au sein de collectivités canadiennes. Un grand nombre de participants se sont déclarés favorables à la mesure visant à améliorer l'échange de renseignements entre la police locale et la police des chemins de fer. On estimait que l'inefficacité des communications entre les différents corps policiers avait largement contribué à ce qui était perçu comme étant une augmentation du nombre de vols de véhicules dans l'ensemble du pays. Plusieurs participants estimaient également qu'il était très important que le gouvernement fédéral accroisse la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à mener un plus grand nombre d'enquêtes et d'examins sur des véhicules volés, en particulier dans les ports canadiens d'où l'on pensait que de nombreux véhicules volés étaient illégalement exportés. Un certain nombre de participants étaient d'avis que l'imposition de sanctions juridiques plus lourdes pour ce type d'activité illégale aurait également un effet dissuasif important sur les personnes qui pourraient envisager de se lancer dans le vol de véhicules.

Au sujet de l'impact potentiel de ces mesures dans la lutte contre le vol de véhicules, un nombre légèrement plus important de participants estimait que ces mesures auraient un impact limité par rapport à ceux qui estimaient qu'il serait considérable. À la question de savoir si, après avoir pris connaissance de cette information, ils appuyaient le plan du gouvernement du Canada pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants ont indiqué y être favorables.

### **Défis communautaires (ville de Québec, région de la Mauricie, au Québec)**

Deux groupes composés de participants résidant respectivement dans la ville de Québec et dans la région de la Mauricie ont pris part à des discussions portant sur leurs collectivités locales. Invités à énumérer les principaux problèmes auxquels ces dernières étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité, les participants de la ville de Québec ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements abordables, la nécessité de construire davantage d'infrastructures (p. ex., des écoles, des hôpitaux et des services de transport en commun) ainsi que l'importance de mieux protéger et promouvoir la diversité et le multiculturalisme au Québec. Quelques participants de ce groupe étaient également d'avis qu'il fallait se focaliser sur le financement de projets précis dans leur région, comme le projet du troisième lien autoroutier. Au nombre des problèmes urgents auxquels sont confrontées leurs collectivités, les participants de la région de la Mauricie ont mentionné le coût élevé de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé et notamment de médecins et d'infirmières.

À la question de savoir quels étaient, selon eux, les secteurs d'activité les plus essentiels à leur collectivité, les participants des deux groupes ont mentionné l'agriculture, les technologies et le tourisme. Un certain nombre de participants de la ville de Québec ont également désigné le secteur de la culture comme jouant un rôle économique majeur au sein de leur collectivité, tandis que ceux de la région de la Mauricie ont cité l'industrie manufacturière, la sylviculture, les soins de santé et l'éducation comme autant de secteurs d'activité essentiels.



À la question de savoir s'il y avait actuellement des pénuries de main-d'œuvre dans leur région, presque tous les participants des deux groupes étaient d'avis que c'était le cas. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'il s'agissait d'un problème particulièrement préoccupant dans des secteurs clés comme les soins de santé et l'éducation, et estimaient que cette situation entraînait des conséquences négatives sur la disponibilité des services dans ces domaines. En discutant des causes possiblement sous-jacentes à ces pénuries, les participants ont mentionné une série de facteurs, dont la pandémie de COVID-19, le nombre croissant de personnes approchant de la retraite et le manque d'emplois bien rémunérés offerts par les employeurs. En décrivant les éventuelles mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des mesures visant à augmenter les salaires des Canadiens, à offrir des incitatifs aux personnes travaillant dans des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et à rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin que les nouveaux immigrants puissent plus facilement travailler dans leur domaine d'expertise.

---

## **COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

---